



Préambule au CSEC d'octobre 2020

Nouveau mandat, nouvelle dynamique pour le service public ?

Le CSA a fait le choix de la continuité à la tête de France Télévisions, une première dans l'histoire de l'entreprise.

Nous nous retrouvons donc aujourd'hui face au Gouvernement Ernotte 2, resserré autour d'un certain nombre de fidèles promus en interne, mais avec bon nombre de questions sur le projet stratégique, son calendrier, la méthode que cette nouvelle équipe entendra mettre en œuvre.

Pour la CGT il est urgent de connaître les modalités de concrétisation des 35 actions pour France Télévisions que vous avez mises en avant, Madame la Présidente, dans le projet présenté devant les sages du CSA. Certaines sont dans la continuité du mandat 2015-2020, d'autres dessinent de nouveaux enjeux stratégiques qui nécessiteront une présentation et des débats en CSE Central.

La diversité, une priorité ?

« Ancrer le réflexe outre-mer sur toutes les antennes », « Lancer un plan d'actions pour la diversité et l'inclusion, assorti d'objectifs chiffrés de progression de la représentation de la diversité » : voilà des objectifs pleinement d'actualité après le constat sévère dressé par le CSA sur le sujet.

Pour la CGT, il y a effectivement nécessité d'amplifier les efforts sur la diversité, dans toutes ses dimensions, aussi bien en termes de présence des Outre-mer sur nos antennes que de promotion de toutes les formes de diversités sur nos antennes et dans l'entreprise, dans l'information et les rédactions, dans les recrutements et chez les salariés. Faire en sorte que notre entreprise

de service public ressemble un peu plus à la population de notre pays pour faire une télévision qui s'identifie mieux à ses publics.

Un média public citoyen, qui prend parti pour les grandes causes, que sont la défense de l'environnement et l'écologie, le développement durable, les valeurs de la démocratie, les droits humains, comme en Arabie Saoudite où va se dérouler une nouvelle fois le scandaleux Rallye Dakar, à la fin de l'année.

Une information, et surtout une information nationale, moins porte-parole des élites et plus à l'écoute du pays et des gens avec toutes les difficultés qu'ils connaissent. Plus à l'écoute aussi des parties du monde dont on ne parle jamais, parce qu'il n'y a pas d'images. Et s'il n'y a pas d'images, c'est parce que France télévisions n'y va pas.

Quel soutien pour la Culture ?

Quand vous assignez à France Télévisions la mission d'un « soutien renouvelé à la filière du spectacle et de la musique vivante comme enregistrée, dans une ambition résolue de modernisation », notamment en consacrant « une première partie de soirée chaque semaine à la diffusion du spectacle vivant », l'objectif est certes ambitieux et tellement nécessaire pour le secteur culturel mais nous nous demandons quels moyens vous comptez mobiliser pour pouvoir l'atteindre en cette période de crise sanitaire qui dure.

Notre flotte vidéo-mobile va-t-elle enfin retrouver sa vraie vocation avec la multiplication des captations sur tout le territoire ? Car

laisser les cars scotchés presque à demeure à des plateaux TV pour des émissions de flux n'est pas une solution d'avenir, ni pour notre flotte vidéo mobile, ni pour les personnels qui la font tourner. Cela repose aussi la question cruciale de l'application et du respect de la Règle d'or sur le recours prioritaire à nos moyens internes de fabrication.

Quels projets pour les réseaux et l'information ?

L'objectif de « *Transformer France 3 en un réseau de 13 offres 100% régionales* » est maintenant clairement réaffirmé dans le projet. Est-il pour autant sur les rails ? Quel en est le calendrier ? Quelle sera la méthode ? Quel est même le projet ? Tout cela a pris du retard et ce n'est pas le changement d'interlocuteurs à la tête du réseau – avec un flottement de plus d'un mois dans la gouvernance – qui va accélérer le déploiement du projet. Nous attendons des actes.

Il est temps de clarifier les projets stratégiques et ce CSE central en est bien le lieu. Cela vaut également pour les chaînes de plein exercice des Outre-mer et l'avenir du site de Malakoff, saigné à blanc par l'amputation de France Ô, pour lesquels la direction doit clarifier ses intentions et définir le modèle d'organisation qu'elle souhaite mettre en place.

Nous aurons besoin de comprendre quelle inflexion de la ligne éditoriale est sous-tendue par le changement de tête à la direction de l'info pour faire en sorte que l'information de service public retrouve sa dimension critique trop souvent délaissée lors du mouvement des Gilets Jaunes ou du rejet historique de la réforme des retraites. Ainsi que le rôle que vous entendez jouer, plus globalement sur les contenus, Madame la Présidente, si l'on se réfère à vos déclarations au magazine *Forbes France*.

Quelle rénovation du dialogue social ?

La crise sanitaire a sérieusement bousculé l'entreprise et les salariés qui se sont remarquablement adaptés à la situation. Pour autant, les retards pris sur certains projets ne doivent pas aboutir à la négation de la méthode issue de l'Accord du 7 mai 2019, de sa déclinaison GPEC de progrès et de l'Accord QVT sous prétexte d'impératif de calendrier. On pense à la réorganisation du CDE, mise à mal par le triple effet de la crise sanitaire, de la cyber attaque et de l'interdiction préfectorale de conduire des travaux au Siège, que la direction entend mettre en œuvre à la hussarde et faisant fi de nos accords. Qu'est ce qui est prioritaire ? Construire dans le dialogue un édifice solide et pérenne ou fragiliser l'ensemble pour tenir coûte que coûte les objectifs d'ETP ?

Il y a une attente très forte concernant un changement de méthode. Tout particulièrement en matière de ressources humaines. C'était une orientation forte de votre projet de 2015, c'est la principale carence de votre premier mandat. Vous avez récemment procédé à une nomination « disruptive » à la tête de cette direction. Dont acte. Mais pour quels objectifs ? Cela mérite des précisions.

Alors que nous sommes en pleine saison des comités salaires, nous déplorons une politique salariale erratique et injuste, qui a généré d'énormes disparités et qui amplifie le malaise social. Il faut rouvrir le dossier de la dynamique salariale pour tous.

Cela va de pair avec l'impérative nécessité de refonder le dialogue social, gravement mis à mal ces derniers mois à France Télévisions. Les élus et mandatés, de CSE comme de proximité, en nombre réduit depuis deux ans suite au couperet des Ordonnances Macron, ont une énorme responsabilité sur les épaules dans une période où les

questions de santé au travail ont pris une place prépondérante.

L'épuisement syndical, déjà souligné par le rapport Vacquin, s'est encore aggravé. Beaucoup de salariés vont mal, la perte de sens au travail est endémique et les alertes se multiplient dans l'entreprise. La mise à plat des accords sur les IRP a été méthodiquement sabotée et enlisée par la direction sortante du dialogue social, il faut y remédier d'urgence.

Quelles perspectives pour 2021 ?

Pour finir, nous ne cacherons pas nos inquiétudes sur les perspectives de l'année 2021, l'année de tous les dangers, après cette année 2020 tellement particulière. Celle de la poursuite des économies et des baisses

budgétaires, celle des reports de charges de 2020, celle d'une baisse des effectifs avec de fortes pressions sur les personnels qui souffrent de conditions de travail dégradées, de missions mal remplies, celle des projets à déployer dans un contexte sanitaire qui est loin d'être stabilisé.

Quelle sera la trajectoire pour notre entreprise, alors que la loi sur l'Audiovisuel est reléguée aux oubliettes, que la question fondamentale de notre financement, la fameuse réforme de la redevance, semble renvoyée elle aussi aux calendes grecques ?

La CGT entend jouer pleinement son rôle de 1^{re} organisation syndicale de l'entreprise, avec les salariés, avec les forces qui le souhaitent, mais nous devons connaître le chemin qui s'ouvre devant nous et la manière dont la direction entend que nous le parcourions...

Paris, le 7 octobre 2020